

ité renaisante, était de se tenir sur la défensive, et de faire respecter sa frontière. Que chacun en eût fait autant, que la Lombardie et la Vénétie eussent mis en campagne leurs contingents, avec l'armée piémontaise pour avant-garde, on eût évité les échecs de Vicence, Padoue, Trévise. Le gouvernement pontifical a fait pour la cause de l'indépendance plus qu'on n'avait droit d'attendre, puisqu'il y a engagé près de 20,000 hommes, et à peu près la totalité de ses troupes régulières. On parle maintenant de levées nouvelles; mais il faut y renoncer comme à une mesure impossible. Un homme du peuple disait, avec un sens tout romain: "Ils parlent de levées forcées; mais pour lever une armée, il faut une armée." Ces bruits entretiennent les mécontentements. Il y a quelques jours 300 Transtévérins se sont présentés à un homme grave, le priant de leur rédiger une supplique au pape." afin qu'il les autorisât à traiter les partisans de M. Mamiani comme ils le méritent."

"Ce flot populaire a besoin de s'agiter ainsi en sens opposé. Mais dans tous les pays il y a des bons esprits qui voient toujours dans la personne de Pie IX, le plus sage, comme le plus saint des hommes!"

(Ere Nouvelle.)

Travaux des Commissions.

Commission du travail.—Colonies agricoles.—Le comité du travail a entendu hier M. l'abbé Raymond dans les développements qu'il a donnés sur son projet de colonies agricoles pour les enfants trouvés, orphelins pauvres, ou jeunes détenus acquittés en vertu de l'article 66 du code pénal et jeunes libérés. M. l'abbé Raymond se propose de fonder une association nationale, agricole et industrielle, pour recueillir ces diverses catégories d'individus et leur donner l'éducation professionnelle, intellectuelle et morale qui ne leur est pas suffisamment garantie dans l'état actuel; il réclame à cet effet le concours des capitalistes, de la charité privée et de l'Etat. Il suppose qu'avec ce triple concours, et sans imposer de nouvelles charges à l'Etat, puisqu'il réclame seulement en faveur de l'association qu'il dirige les sommes portées au budget de l'Etat et des départements en faveur des enfants trouvés et des jeunes détenus, il pourra fonder sur toute l'étendue du territoire quatorze cent quarante-huit institutions agricoles, soit quatre par arrondissement.

La pensée de M. l'abbé Raymond qui s'inspire des sentiments d'une philanthropie éclairée, était de nature à toucher profondément le comité qui, prenant en considération son projet, en a confié l'examen spécial à M. Waldeck-Rousseau, et aux

membres de la sous-commission, qui doit se transporter à Mettray, pour l'étude des diverses questions qui se rattachent à la fondation des colonies agricoles.

Travaux publics. Habitations économiques et sanitaires.—Le comité des travaux publics a examiné un projet de construction d'habitations économiques pour les nombreuses familles d'ouvriers que la démolition des vieux quartiers de Paris priverait de logements à bon marché. Après avoir entendu les explications de M. Kerizouet, ingénieur, auteur du projet, le comité, frappé des avantages nombreux qu'offrirait ces habitations aux familles peu aisées, a nommé pour lui faire un rapport MM. Verpilloux, président, Bourdon, secrétaire, et Victor Lefranc.

Instruction primaire.—La commission de l'instruction primaire a consacré une séance de plus de trois heures à la discussion du principe de l'obligation et du principe de la gratuité de l'instruction primaire. Le principe de l'obligation n'a rencontré pour adversaires que MM. Sauvaire-Barthélemy et Charencey. MM. Gavaret, Boulay (de la Meurthe), Rouher, Jules Simon, Wolowski, Sarrut, Lagarde et Conti ont énergiquement défendu le principe d'enseignement obligatoire, mais ils ont été divisés sur la question de gratuité.

La plupart veulent que l'enseignement soit gratuit pour tous ceux qui seront hors d'état de le payer; mais ils n'entendent pas, en vertu du principe de l'égalité, dispenser les hommes en mesure de verser leur rétribution, de contribuer ainsi à alléger la charge qui en résultera pour le Trésor.

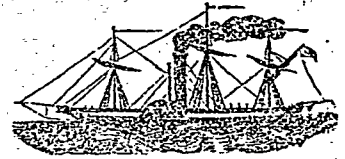
M. Sauvaire-Barthélemy avait prétendu que le principe d'obligation pouvait être adopté en Prusse, pays du despotisme, mais qu'il ne saurait être admis dans un pays de liberté. M. Wolowski lui a répondu que ce principe était pratiqué dans un pays voisin de la France, où la liberté est traditionnelle, et où le principe républicain domine sans partage, en Suisse. C'est surtout dans les pays libres où tous les citoyens doivent prendre part à la gestion des affaires publiques que l'intérêt de l'Etat commande qu'il soit mis à l'abri de l'ignorance qui pourrait vicier tous les ressorts d'un pareil gouvernement.

Un des hommes qui ont poussé la France vers les extrémités qu'elle a traversées, disait que le travail était un frein. S'il doit y avoir un frein pour les populations modernes, il ne peut se rencontrer que dans la pensée, dans la culture de l'intelligence, et, sous ce rapport, l'enseignement primaire acquiert une importance politique.

L'AMI DE LA RELIGION ET DE LA PATRIE.

QUÉBEC, 28 AOUT 1848.

Dépêche Télégraphique.



Arrivée du Britannia.

NOUVELLES D'EUROPE.

JUSQU'AU 12 AOUT.

New-York, 26 août 1848.

Le Steamer *Britannia* est arrivé ce matin à Boston avec des nouvelles d'Europe d'une semaine plus récentes.

Irlande.—Les affaires n'ont éprouvé aucun changement important; néanmoins la probabilité d'une insurrection sérieuse diminue chaque jour.

W. S. O'BRIEN a été arrêté samedi dernier à la station du chemin de fer de Thurleswell au moment où il prenait un billet pour Limerick, où il avait l'intention dit-on de chercher un refuge parmi ses amis. Aussitôt après son arrestation, il a été conduit à Bridewell et subséquemment à Dublin où il a été logé dans la prison de Kilmainham. On dit qu'il a avoué que son entreprise était manquée et qu'il avait été engagé à quitter sa retraite dans les montagnes, parce que plus il s'éloignait, plus le peuple craignait de l'accompagner. O'Brien paraît être gai; son épouse a la permission de le visiter ainsi que ses amis, mais en présence des autorités de la prison. Il ne paraît pas qu'il y ait eu de troubles sérieux depuis le départ du *Cambria*, et suivant les papiers anglais, il est presque impossible qu'il en éclate tant que le gouvernement conservera son attitude actuelle en Irlande.

Richard O'Gorman a été arrêté par les gardes-côtes en essayant de se sauver après avoir traversé le canal dans un bateau découvert.

Des arrestations nombreuses continuent. Meagher s'est sauvé dans un vaisseau américain en trompant la police auprès de laquelle il s'est fait passer pour un grand voyageur de Jersey à Clare. Un steamer a été envoyé à la poursuite de ce vaisseau.

France.—Le principal objet de l'attention des parisiens est l'état du nord de l'Italie. De nombreuses réunions diplomatiques ont eu lieu à Paris; et Lord Palmerston, dans la chambre des Lords, a déclaré